



Décidément, le processus dictatorial est immuable chez les présidents « tropicaux ». Au lieu d'un discours d'apaisement, à l'approche du Sommet de l'Union africaine, Marc Ravalomanana entre dans une logique digne de l'Amiral Ratsiraka...

Mais avant d'en arriver à son ordre au Premier ministre de recourir à la force, « au nom de la Constitution », faisons un flash back de cette journée du dimanche 25 janvier 2009 à Antananarivo. Pas de photos (c'était un peu trop dangereux). Mais les écrits restent.

Tôt le matin, les chefs d'Etat-major des forces mixtes d'intervention ou Emonat se sont réunis au camp Ratsimandrava, en l'absence de Mme la Ministre de la Défenses nationale. De leur table ronde est sorti un mandat d'arrêt contre le maire Andry Rajoelina. Un représentant du ministère de la Justice était là aussi, pour donner un cachet officiel à la décision mais, étrangement, le motif est resté flou. Mais il n'est pas à douter qu'Andry Tgv est accusé d'appel à la désobéissance civile et à la grève générale, aggravé d'une tentative de coup d'Etat. Du coup, des camions bourrés d'éléments cagoulés et armés jusqu'aux paupières ont sillonné la ville, histoire de terroriser l'atmosphère. Cibles : le quartier d'Ambohimitsimbona, dans la Haute-ville, où se trouve l'émetteur de transmission de la radio Viva ; le domicile du Maire à Ambatobe où se trouvent l'épouse du Maire et leurs enfants ; l'immeuble Injet d'Ambodivona où se trouve le studio de radio Viva et où Andry Tgv a pris ses quartiers. Jusqu'au moment où cet article est rédigé en tout cas. Là, l'histoire de 2002 se répète. En effet, aucun des bâtiments ciblés ne pouvaient être approchés à cause des « Andrim-pokonolona » venus par centaines. Il s'agit de gens des quartiers comme on les a vu en 2002 qui protégeaient le quartier de Faravohitra où le candidat aux présidentielles Marc Ravalomanana habite encore. Le système a fait ses preuves et même une infiltration d'éléments en tenue civile est quasi impossible à

moins de tirer dans le tas.

Ne pouvant rien contre ces boucliers humains, forts de leurs droits inscrits dans la Constitution, les éléments des forces de l'ordre n'ont fait que tourner en rond. En attendant d'autres ordres. Entre-temps, Andry Tgv, avec le soutien des habitants de la Capitale, lance un appel à l'armée pour se ranger au côté du peuple. Plus tard, dans la matinée, un Général en exercice s'est manifesté en faveur de ce dernier. Par ailleurs, certains ministres ont suivi le pas. Actuellement donc, les forces armées sont divisées entre les légalistes et les légitimistes Comme en 2002. Parallèlement, ce dimanche est la date du retour de Marc Ravalomanana d'Afrique du Sud. Et là, toutes les manigances ont été découvertes, minute après minute via la radio Viva. D'abord, les premiers responsables des ministères ont carrément réquisitionné les fonctionnaires et leur famille à venir accueillir le chef bien-aimé. Le succès de l'opération n'a pas été garanti à 100%. Certains ont même coupé leur téléphone. Ensuite, le pouvoir a fait sonner les cloches des églises. Peu d'écho non plus à travers un son qui ressemblait au glas... Enfin, ce sont les chefs de quartiers (« Sefo fokontany ») qui sont monté au créneau en mobilisant des cars et des gens à 2.000 ariary par tête de pipe. Là non plus les gens ne se sont pas bousculés au portillon. Ce fut alors la surenchère à 5.000 ariary. Mais, au moment de monter dans les cars, certains sont redescendus car ils n'avaient reçu que 2.000 ariary. Une autre astuce qui a été éventé consistait à faire croire à ces pauvres parmi les pauvres de la ville que le car allait les emmener chez Andry Tgv à la radio Viva. Cela n'a pas pris non plus car découvert.

Enfin de compte, il y eu des gens, évidemment car ce n'est pas tous les jours, surtout un dimanche que de l'argent tombe ainsi. Enfin, Marc Ravalomanana débarque. Personne ne sait si on l'a informé ou non de la situation qui prévaut. Toujours est-il que ces premières phrases sont pour adresser des félicitations aux gens « sages » (« hendry ») des anciennes provinces. Puis d'emblée et sans transition, il a sommé au Premier ministre de recourir à la force s'il le faut pour faire cesser cette mascarade qui va à l'encontre des dispositions constitutionnelles. C'est le monde à l'envers. Pour le commun des Malgaches, le message est clair : débarrassez-moi de ces gens car ils m'empêchent de respirer. Ou encore, faites tout pour protéger mon fauteuil sinon vous êtes virés ! Pauvre Général Charles Rabemananjara, un homme pourtant très cultivé (en passant il a été le dernier à avoir acheté mon ouvrage « Chronostory 2002 », le jour même de sa nomination en tant que Premier ministre). Mais bien avant l'arrivée de M. Ravalomanana, deux autres mandats d'arrêts ont été émis à l'encontre de Nirhy Lanto Andriamahazo, adjoint au Maire pour la Sécurité, des Affaires administratives et financières et notre confrère Gilbert Raharizatovo. Si le premier avait déjà fait l'objet d'une perquisition à son domicile de Votovorona, le 22 janvier dernier, le second, lui, a demandé aux bailleurs de fonds de ne pas être complices du régime actuel qui piétine la Constitution.

